

TOUCHE PAS À MA POSTE !

L'histoire postale, c'est l'histoire du service public !

Plus que jamais SUD revendique qu'un bureau de poste soit ouvert, qu'une banque soit humaine, que le facteur passe. Pour la population, c'est un droit !

Avec l'édit de Luxies, le 19 juin 1464, Louis XI renoue avec une institution essentielle de la Gaule romaine. Il s'agit pour ce monarque de façonner et renforcer l'administration royale ; après le fléau de la peste noire où plus de la moitié de la population européenne succomba à une épidémie, et après la guerre de cent ans, à savoir plus d'un siècle de déchirement



interne et externe au royaume, Louis XI comprend la nécessité de tisser un réseau contrôlé pour communiquer.

Cet édit édifie des relais postaux, des chevauchées royales, pour, déjà, le courrier et les petits paquets. Un siècle plus tard, en 1576, Henri III crée les offices des messages royaux ; y transitent des documents importants, des sacs de procédure, des marchandises inférieures à 50 livres, mais aussi des fonds monétaires.

A la Révolution, grâce au télégraphe, un premier réseau de communication sans messagers voit le jour. En 1879, le ministère des Postes et Télégraphes est instauré. La Poste d'alors a pour mission d'établir, de densifier et d'assurer le réseau de communication des Françaises et Français, tout en consolidant les relais postaux (bureaux de Poste) dans presque toutes les communes, pour l'accès et l'échange de fonds monétaires.

Tout au long du XXème siècle, la République n'aura de cesse de pérenniser ce modèle postal, qui sera dupliqué dans beaucoup d'autre pays. **Car les PTT avaient pour mission d'assurer les échanges entre la population ou ses entreprises et administrations (courrier, colis), la diffusion de la presse, mais aussi de garantir une présence postale et bancaire aux quatre coins du pays, via les facteurs et les guichetiers. Le postier représentait l'état !**

Depuis l'an 2000, l'explosion d'internet et la mondialisation financière auraient bousculé les équilibres postaux. C'est en tout cas ce que s'évertuent à nous en convaincre nos dirigeants. Après nous avoir fait subir **les « stratégies » industrielles** (mécanisation du courrier à outrance, fermeture des centres de tri transformés en Plate-forme industrielle) **de services** (les guichetiers doivent vendre des abonnements téléphoniques, des assurances et renvoyer les expéditeurs de courrier ou de colis vers des machines ou chez eux devant l'ordinateur) **et bancaires** (les agents des services financiers devraient passer de 'conseillers' à dénicheur d'euros à extorquer), nous devrions dire merci ?



Merci pour le démantèlement pur et simple du service public postal ? Merci pour les 100 000 départs en retraite non remplacés ? Merci pour la prolifération de la pénibilité et du stress au travail ? Merci pour le gel des salaires ? Merci pour la privatisation anti-démocratique ? Et demain merci pour l'ouverture du capital de La Poste aux actionnaires avides de rentabilité ?

A Sudptt, on n'a pas froid aux yeux ! Nous pensons qu'il est possible et primordial de redonner du souffle à La Poste sans tomber dans la pensée unique néolibérale.

La concurrence des travailleurs-euses et « *la libre circulation des biens et services* » est un dogme pour lequel les citoyens n'ont pas voté ! L'accroissement des flux financiers, la casse des monopoles, l'endettement public, etc... **toutes ces décisions ont servi à l'accaparement par quelques-uns de la majorité des richesses.** Les grands requins qui détiennent l'argent et pouvoirs nous maintiennent à flot, à coups de découverts autorisés (et facturés) et de prêts à la consommation. Vous voulez vous loger, vous vêtir, vous meubler, manger, communiquer ? Empruntez !!!

Dans le même temps, les pouvoirs publics ont bradé deux formidables outils d'intérêt public. La Poste et France Télécom. Elles pouvaient garantir, comme depuis leur création il y a un peu plus d'un demi millénaire, les échanges papier, colis, mais aussi téléphoniques ou numériques au prix juste, à valeur désintéressée. L'accès à internet comme au « SMS illimité » ne devrait pas être une offre commerciale. Cela devrait être une mission de service public, comme l'éducation nationale ou la sécurité sociale. La Poste pouvait garantir, comme depuis 500 ans, l'accès à nos dépôts bancaires, la possibilité de transactions, des assurances vertueuses, l'assistance contre le surendettement, bref un service public bancaire

Il n'en est rien... La nouvelle stratégie du Groupe La Poste « *solution business 2020* » est éloquente : + de banques qui spéculent, + de prêts toxiques, réductions des coûts, donc du personnel. Le « *pacte social* » représentait la première boule de démolition de l'édifice service public postal. Les financiers et business men qui nous dirigent vont déployer un catalogue de machines à fric et à détruire les emplois long comme le bras armé du capitalisme. Souvenons nous des méthodes criminelles appliquées à France Télécom dans les années 2000 ; déclassement, isolement, objectifs inatteignables, humiliations, qui ont mené des personnels à mettre fin à leurs jours, tant d'autres à la dépression et leur PDG aux

portes du tribunal. Nous, postières et postiers, semblons bien petits face à ce Goliath aux dents longues...

L'alternative c'est pourtant nous qui la détenons ! Par le rapport de force, nous pouvons renverser la tendance et briser les dogmes !

MODERNISATION DE LA POSTE



Exigeons la renationalisation de La Poste ! Exigeons la réintroduction de monopoles dénués d'intérêts financiers ! Exigeons la fusion des missions de communications et de services bancaires et d'assurances !

Une banque propre, des bureaux de Poste ouvert et multifonctions, des services et produits responsables écologiquement, des facteurs et factrices au service de la population, c'est une vraie richesse pour le lien et le tissu social d'un pays ! Il faut relocaliser les circuits, en prenant en compte l'économie de proximité. **Les ministères de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de la communication et de l'industrie doivent se coordonner pour réinvestir La Poste avant qu'elle ne soit livrée aux boursicoteurs. Les missions de service public doivent être renouvelées, augmentées, financées.**



Etre postière et postier, pour Sud, c'est être au service de la population, pas que des clients. C'est une propriété publique.

SUD NE LÂCHE RIEN !